agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/PAKISTAN - Prise de position de la Commission Justice et Paix à propos des tensions politiques : « donnons une chance à la démocratie »

Islamabad (Agence Fides) – « La situation est fluide et change de jour en jour. Le mandat d'arrêt à l'encontre du Premier Ministre, émis par la Cour Suprême, a ajouté une tension supplémentaire sur la scène politique et la grande manifestation anticorruption risque de faire basculer le pays dans l'anarchie. Nous demandons de donner une chance à la démocratie dans ce pays » : telle est l'analyse du Père Yousaf Emmanuel, Directeur national de la Commission Justice et Paix des Evêques catholiques.

Dans un entretien accordé à l'Agence Fides, le Père Emmanuel expose son point de vue à propos de la crise politique au Pakistan : « Je ne crois pas à la théorie de la conspiration contre le Premier Ministre. Il s'agit d'une coïncidence, l'affaire à sa charge étant ouverte depuis déjà longtemps, notamment parce que le système judiciaire n'a pas intérêt à déstabiliser le pays ». Le mandat d'arrêt à l'encontre du Premier Ministre est arrivé alors qu'un grand mouvement anticorruption marchait sur Islamabad, sous la conduite de Tahirul Qadri. L'opinion du Père Emmanuel n'est pas tendre : « Qadri est un responsable qui a son agenda. Il a été au Canada pendant plusieurs années et il est maintenant réapparu. Nous nous demandons où il était lorsque la population pakistanaise souffrait. Qadri n'est pas un nom nouveau : il était là lorsque le dictateur Musharraf était au pouvoir. Maintenant, je crois qu'il a été mis à la place qu'il occupe par quelqu'un d'autre. Les manifestants, qui poursuivent le sit-in, resteront à Islamabad encore pendant deux jours mais chaque jour, ils ajoutent de nouvelles demandes de réformes ».

« La modalité selon laquelle ils posent de telles questions n'est pas juste : ce ne peut être fait dans la rue. La corruption est un problème sérieux. Tous la critiquent et il existe des mouvements au sein de la société civile qui la combattent depuis des années. En tant que Commission Justice et Paix, nous avons lancé des programmes de sensibilisation contre la corruption, qui doit être combattue par l'éducation et la formation des consciences des citoyens ».

Le directeur poursuit : « Dans le pays, il existe une Constitution et nous devons tous la suivre plutôt que d'agiter les masses. Ce type de lutte pourrait porter le pays à l'anarchie et ce n'est pas un bien. Le mouvement de Qadri a rassemblé des milliers de personnes à cause de la crise économique et du malaise social. Les gens manquent d'électricité, d'eau, de gaz… Il existe un grand mécontentement social. Alors que nombre sont ceux qui cherchent à exploiter ce mécontentement afin d'en tirer un avantage électoral, en ce moment de tension et d'incertitude, nous ne pouvons que dire : donnons une chance à la démocratie au Pakistan. Nous espérons que tout se résoudra pacifiquement. Nous demandons des élections pacifiques et transparentes qui, vue la fin de la législature, sont prévues pour le mois de mars. Nous espérons que les procédures démocratiques et constitutionnelles seront respectées et qu'il ne se produira rien de grave. Les réformes sont nécessaires pour aider véritablement les gens dans leurs besoins primaires. Mais il est possible de les promouvoir de manière démocratique, sans risquer de revenir à la Loi martiale ».

En conclusion, le Père Emmanuel remarque : « Au sein du mouvement de Qadri, se trouve également l'usage de la religion. Qadri dispose d'une organisation caritative d'inspiration islamique, la Tehreek-e-Minhajul Quran. En tant que chrétiens, nous croyons que la politique et la religion doivent être bien distinctes ». (PA) (Agence Fides 16/01/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it